

5. Conformément aux exigences du traité CE, notamment ses articles 87 et 88, le plan n'opère pas de discrimination entre entreprises ou secteurs qui soit susceptible d'avantager indûment certaines entreprises ou activités.

6. Le plan doit contenir des informations sur les moyens qui permettront aux nouveaux entrants de commencer à participer au système d'échange de quotas en Flandre.

7. Le plan peut tenir compte des mesures prises à un stade précoce et contient les informations sur la manière dont il en est tenu compte.

8. Le plan contient des informations sur la manière dont les technologies propres, notamment les technologies permettant d'améliorer l'efficacité énergétique, sont prises en compte.

9. Le plan comprend des dispositions permettant au public de formuler des observations et contient des informations sur les modalités en vertu desquelles ces observations seront dûment prises en considération avant toute prise de décision sur l'allocation des quotas.

10. Le plan peut contenir des informations sur la manière dont on tiendra compte de l'existence d'une concurrence de la part de tiers pays ou d'entités extérieures à l'Union européenne.

11. Le plan contient la liste des établissements BKG en Région flamande ainsi qu'un calcul provisoire des quantités des quotas destinées à être allouées aux exploitants des établissements BKG.

12. Pour la première période d'engagement et les périodes d'engagement ultérieures, le plan d'allocation mentionne également l'utilisation envisagée par la Flandre des URE et REC, ainsi que le pourcentage de l'allocation en matière d'URE et REC, à chaque établissement BKG, que les exploitants de ces derniers peuvent utiliser au maximum que dans le cadre du règlement communautaire pendant cette période d'échange. L'utilisation totale d'URE et REC doit correspondre aux obligations concernées conformément au protocole de KYOTO et à la CCNUCC et aux décisions adoptées en vertu de ces derniers.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand du 4 février 2005 relatif à l'échange de quotas de gaz à effet de serre et modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 6 février 1991 fixant le Règlement flamand relatif à l'autorisation écologique et modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 1<sup>er</sup> juin 1995 fixant les dispositions générales et sectorielles en matière d'hygiène de l'environnement.

Bruxelles, le 4 février 2005.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand  
et Ministre flamand de l'Agriculture, de la Pêche en mer et de la Ruralité  
Y. LETERME

Le Ministre flamand des Travaux publics, de l'Energie, de l'Environnement et de la Nature,  
K. PEETERS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 548

[C - 2005/27074]

#### **17 FEVRIER 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté ministériel du 3 décembre 2001 relatif à la prime à l'abattage dans le secteur de la viande bovine**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales;

Vu le Règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil du 27 novembre 1992 établissant un système intégré de gestion de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 495/2001 du 13 mars 2001;

Vu le Règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 1889/2004 du 30 octobre 2004;

Vu le Règlement (CE) n° 2342/1999 de la Commission du 28 octobre 1999 établissant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil portant organisation commune de marchés dans le secteur de la viande bovine en ce qui concerne le régime des primes, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 1889/2004 du 30 octobre 2004;

Vu le Règlement (CE) n° 2419/2001 de la Commission du 11 décembre 2001 portant modalités d'application du système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires établis par le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil, modifié par le Règlement (CE) n° 2550/2001 du 21 décembre 2001 et par le Règlement (CE) n° 118/2004 du 23 janvier 2004;

Vu l'arrêté royal du 30 novembre 2001 relatif à la prime à l'abattage dans le secteur de la viande bovine, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2001 relatif à la prime à l'abattage dans le secteur de la viande bovine, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002;

Vu le protocole d'accord du 13 mars 2002 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche pour la période transitoire débutant le 1<sup>er</sup> janvier 2002 et se terminant le 15 octobre 2002;

Vu l'accord de coopération du 18 juin 2003 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue le 13 septembre 2004;

Vu l'urgence;

Considérant l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine de l'agriculture à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002;

Considérant la restructuration de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne à la suite du transfert de compétences aux Régions dans le domaine de l'agriculture et qu'il y a lieu de ce fait d'adapter la réglementation;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre sans retard des mesures relatives à la prime à l'abattage pour ne pas pénaliser les producteurs qui ont repris l'exploitation parentale en cours de campagne de commercialisation;

Considérant que ces mesures doivent être prises avec un effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2002, au risque de faire perdre le bénéfice desdites primes aux producteurs concernés;

Considérant que des pénalités sont prévues par la réglementation européenne en cas de retard dans la mise en application des réglementations concernées ou en cas de mauvaise application;

Considérant que ce régime de primes n'a plus cours à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005 mais qu'il s'agit de verser les dernières primes relatives aux campagnes précédentes;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 4, point 1<sup>er</sup>, le 3<sup>e</sup> tiret, de l'arrêté ministériel du 3 décembre 2001 relatif à la prime à l'abattage dans le secteur de la viande bovine, est remplacé par la disposition suivante :

« - en cas de reprise d'exploitation, le cédant doit cesser à la date de la reprise sa participation et le cessionnaire doit introduire une nouvelle déclaration de participation. L'octroi de la prime à l'abattage à l'un ou l'autre producteur est déterminé pour ces cas sur base de la date de la reprise, la date de départ du bovin et la date d'introduction de la déclaration de participation. Toutefois, les primes à l'abattage sont attribuées à partir de la date effective de la reprise d'exploitation en cas de reprise entre personnes qui sont, entre elles, parentes ou alliées au premier degré, ou ont la qualité de conjoint, ou en cas de reprise par un groupement de personnes physiques dont fait partie le cédant personne physique, ou lors d'une conversion d'une exploitation vers une personne morale dans laquelle le cédant est, soit l'associé gérant, soit l'administrateur délégué, soit le gérant ».

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Namur, le 17 février 2005.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 548

[C - 2005/27074]

#### 17. FEBRUAR 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 3. Dezember 2001 bezüglich der Schlachtprämie im Rindfleischsektor

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001 zur Organisation der von der Föderalen Agentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette durchgeführten Kontrollen und zur Abänderung verschiedener Gesetzesbestimmungen;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates vom 27. November 1992 zur Einführung eines integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 495/2001 vom 13. März 2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die gemeinsame Marktorganisation für Rindfleisch, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 1889/2004 vom 30. Oktober 2004;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2342/1999 der Kommission vom 28. Oktober 1999 mit Durchführungsvorschriften zu der Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 des Rates über die gemeinsame Marktorganisation für Rindfleisch hinsichtlich der Prämienregelung, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 1889/2004 vom 30. Oktober 2004;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 der Kommission vom 11. Dezember 2001 mit Durchführungsbestimmungen zum mit der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates eingeführten integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen, abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 2550/2001 vom 21. Dezember 2001 und durch die Verordnung (EG) Nr. 118/2004 vom 23. Januar 2004;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 30. November 2001 bezüglich der Schlachtprämie im Rindfleischsektor, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 3. Dezember 2001 bezüglich der Schlachtprämie im Rindfleischsektor, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002;

In Erwägung des zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt unterzeichneten Vereinbarungsprotokolls vom 13. März 2002 bezüglich der Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaft und des Fischfangs für die Übergangsperiode vom 1. Januar 2002 bis zum 15. Oktober 2002;

Aufgrund des zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt am 18. Juni 2003 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens über die Ausübung der auf die Regionen übertragenen Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaft und des Fischfangs;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 13. September 2004;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Zuständigkeiten auf dem Gebiet der Landwirtschaft seit dem 1. Januar 2002 auf die Regionen übertragen worden sind;

In Erwägung der im Anschluss an die Übertragung auf die Regionen von Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaft erfolgten Neustrukturierung der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region und in Erwägung der Tatsache, dass die Regelungen folglich anzupassen sind;

In Erwägung der Notwendigkeit, unverzüglich Maßnahmen im Rahmen der Schlachtprämienregelung zu treffen, um zu verhindern, dass jene Erzeuger, die den elterlichen Betrieb im Laufe des Wirtschaftsjahres übernommen haben, benachteiligt werden;

In der Erwägung, dass diese Maßnahmen rückwirkend am 1. Januar 2002 zu treffen sind, da ansonsten die Gefahr besteht, dass die genannten Prämien für die betreffenden Erzeuger verloren gehen;

In der Erwägung, dass bei einer verspäteten oder unangemessenen Umsetzung der betreffenden Regelung durch die europäische Regelung Sanktionen vorgesehen sind;

In der Erwägung, dass diese Prämienregelung seit dem 1. Januar 2005 nicht mehr besteht, dass jedoch noch die Prämien für die vorherigen Wirtschaftsjahre zu zahlen sind;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 4, Punkt 1, dritter Gedankenstrich des Ministerialerlasses vom 3. Dezember 2001 bezüglich der Schlachtprämie im Rindfleischsektor wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«- im Falle einer Betriebsübernahme muss der überlassende Erzeuger am Datum der Übernahme seine Beteiligung beenden und muss der übernehmende Erzeuger eine neue Beteiligungserklärung einreichen. Die Gewährung der Schlachtprämie an den einen oder anderen Erzeuger geschieht in diesen Fällen auf der Grundlage des Datums der Übernahme, des Datums, an dem das Rind den Betrieb verlässt, und des Datums, an dem die Beteiligungserklärung eingereicht wird. Die Schlachtprämien hingegen werden ab dem Datum der effektiven Betriebsübernahme gewährt, wenn es sich um eine Übernahme zwischen Personen handelt, die miteinander im ersten Grad verwandt oder verschwägert sind oder die Eheleute sind, wenn es sich um eine Übernahme durch eine Vereinigung natürlicher Personen handelt, der der Überlasser in seiner Eigenschaft als natürliche Person angehört, oder aber im Falle der Umwandlung eines Betriebs in eine juristische Person, in der der Überlasser entweder geschäftsführender Gesellschafter, geschäftsführender Verwalter, oder Verwalter ist.»

**Art. 2** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2002 wirksam.

Namur, den 17. Februar 2005

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 548

[C - 2005/27074]

**17 FEBRUARI 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het ministerieel besluit van 3 december 2001 betreffende de slachtpremie in de rundvleessector**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen;

Gelet op de Verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad van 27 november 1992 tot instelling van een geïntegreerd beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen, laatst gewijzigd bij de Verordening (EG) nr. 495/2001 van 13 maart 2001;

Gelet op de Verordening (EG) nr. 1254/1999 van de Raad van 17 mei 1999 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector rundvlees, laatst gewijzigd bij de Verordening (EG) nr. 1889/2004 van 30 oktober 2004;

Gelet op de Verordening (EG) nr. 2342/1999 van de Commissie van 28 oktober 1999 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1254/1999 van de Raad houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector rundvlees met betrekking tot de premiereregelingen, laatst gewijzigd bij de Verordening (EG) nr. 1889/2004 van 30 oktober 2004;

Gelet op de Verordening (EG) nr. 2419/2001 van de Commissie van 11 december 2001 houdende uitvoeringsbepalingen inzake het bij Verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad ingestelde geïntegreerde beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen, laatst gewijzigd bij de Verordening (EG) nr. 2550/2001 van 21 december 2001 en bij de Verordening (EG) nr. 118/2004 van 23 januari 2004;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 november 2001 betreffende de slachtpremie in de rundvleessector, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 december 2001 betreffende de slachtpremie in de rundvleessector, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002;

Gelet op het akkoordprotocol van 13 maart 2002 tussen de federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden inzake landbouw en visserij voor de overgangperiode die ingaat op 1 januari 2002 en die eindigt op 15 oktober 2002;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 18 juni 2003 tussen de federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden inzake landbouw en visserij;

Gelet op het overleg tussen de gewestregeringen en de federale overheid, d.d. 13 september 2004;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende de toekenning aan de Gewesten van de bevoegdheden inzake landbouw met ingang van 1 januari 2002;

Overwegende de herstructurering van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest als gevolg van de bevoegdheidsoverdracht naar de Gewesten op landbouwgebied en dat derhalve de regelgeving moet worden aangepast;

Overwegende dat maatregelen betreffende de slachtpremie onverwijld getroffen moeten worden opdat de producenten die het ouderlijk bedrijf hebben overgenomen tijdens het verkoopseizoen, niet zouden worden benadeeld;

Overwegende dat die maatregelen moeten worden getroffen met terugwerkende kracht op 1 januari 2002; zoniet kunnen de betrokken producenten het voordeel van genoemde premies verliezen;

Overwegende dat straffen voorzien zijn in de Europese regelgeving in geval van vertraging in de uitvoering van de betrokken regelgevingen of van slechte toepassing;

Overwegende dat dit premiestelsel niet meer geldig is vanaf 1 januari 2005 maar dat de laatste premies betreffende de vorige verkoopseizoenen dienen te worden uitbetaald;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 4, punt 1, 3e streepje, van het ministerieel besluit van 3 december 2001 betreffende de slachtpremie in de rundvleessector, wordt gewijzigd als volgt :

« - in geval van een bedrijfsovername of een andere reden van wijziging van activiteit van een producent, moet de overlater zijn deelname op de datum van de overname opzeggen en moet de overnemer een nieuwe deelnameverklaring indienen. De toekenning van de slachtpremie aan één bepaalde producent wordt in deze gevallen bepaald op basis van de overnamedatum, de vertrekdatum van het rund en de indieningsdatum van de deelnameverklaring. De slachtpremies worden echter toegekend vanaf de effectieve datum van overname in geval van overname tussen personen die onderling bloed- of aanverwant in de eerste graad zijn of tussen echtgenoten, of in geval van overname door een groepering van natuurlijke personen waartoe de overlater-natuurlijke persoon behoort, of bij de omschakeling van een bedrijf naar een rechtspersoon waarin de overlater hetzij de beherende vennoot, hetzij de afgevaardigde-bestuurder, hetzij de beheerder is. »

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2002.

Namen, 17 februari 2005.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

## MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 549

[C — 2005/27073]

**17 FEVRIER 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon  
approuvant l'actualisation du programme communal de développement rural de la commune de Houyet**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 1<sup>er</sup>, § 3;

Vu le décret du 6 juin 1991 relatif au développement rural;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 novembre 1999 portant exécution du décret du 6 juin 1991 relatif au développement rural;